



Coup d'œil sur la garde des enfants

Les chiffres sur l'apprentissage et la garde des enfants au Canada

À la lumière de ce que vivent les familles d'aujourd'hui, ce que confirment les statistiques présentées ci-après, la FCSGE réclame, depuis longtemps d'ailleurs – et elle n'est pas seule à le faire – un leadership capable de mettre en place des politiques nationales pour les enfants et les familles. Les statistiques peignent en effet un portrait saisissant de l'indéniable nécessité pour les familles de pouvoir choisir parmi un ensemble de services de garde de qualité, accessibles et à coût abordable. L'accès à un service de garde de qualité est un droit de l'enfant qui exige une prise en charge au niveau national, car c'est un enjeu qui dépasse le champ de compétence provincial ou territorial.

Données démographiques

Nombre d'enfants canadiens âgés de 0 à 12 ans : **4,79 millions**

Nombre d'enfants canadiens âgés de 0 à 12 ans dont la mère fait partie de la main-d'œuvre rémunérée : **3,09 millions**

Nombre de places dans des services de garde réglementés au Canada : **986 842**

Pourcentage d'enfants, âgés de 0 à 5 ans, dont la mère était sur le marché du travail en 2012 : **73,5**

Pourcentage d'enfants, âgés de 6 à 15 ans, dont la mère était sur le marché du travail en 2012 : **84**

Taux de participation au marché du travail des mères dont le plus jeune enfant est âgé de 0 à 2 ans : **69,7 pour cent**

Places en garderie

Pourcentage d'enfants âgés de 0 à 5 ans ayant eu accès à un service de garde réglementé, subventionné et détenant un permis, en 2012 : **22,5** (ce pourcentage était de 14,9 en 2001)

Province ayant le plus de places réglementées pour d'enfants âgés de 0 à 5 ans : l'Île-du-Prince-Édouard, avec un pourcentage de **46,5**

Province ayant le moins de places réglementées pour d'enfants âgés de 0 à 5 ans : la Saskatchewan, avec un pourcentage de **11,5**

Subventions et coûts de la garde

Montant des subventions accordées aux services de garde provinciaux et territoriaux réglementés en 2012 : **3,67 milliards \$** (il était de 1,9 milliard en 2001)

Montant par enfant : **752 \$** (1 969 \$ au Québec)

Pourcentage de places en garderie qui étaient à but lucratif en 2012 : **29,4**. (Les places en garderie à but lucratif sont tombées de 30 à 20 pour cent de 1992 à 2004, un pourcentage qui n'a cessé d'augmenter depuis.)

Nombre de provinces n'offrant aucun financement ni aucune subvention aux services de garde à but lucratif : **1** (la Saskatchewan)

Nombre de provinces ayant fixé un tarif maximal aux parents : **3** (le Manitoba, l'Î.-P.-É. et le Québec)

Province ayant eu le plus faible tarif annuel moyen à payer pour un enfant de 2 ans en 2010 : **le Québec** (1 820 \$ par an)

Province ayant eu le tarif le plus élevé : **la C.-B.** (10 199,80 \$ par an)

Coût annuel moyen d'obtention d'un diplôme de premier cycle au Canada : **5 366 \$**

Montant mensuel que paie le gouvernement fédéral aux familles pour chaque enfant de moins de 6 ans : **100 \$**

Éducation de la petite enfance

Parmi les pays européens et anglophones comparables, le Canada est celui dont la part des dépenses publiques pour l'éducation de la petite enfance est la moins élevée, selon

l'OCDE (Unicef, Bilan Innocenti 8 : la transition en cours dans la garde et l'éducation de l'enfant, Centre de recherche Innocenti, Italie, décembre 2008)

Pourcentage des dépenses publiques engagées pour les services d'éducation de la petite enfance, calculé d'après la part du PIB qui y est consacrée : **0,25** (c'est le taux le plus bas de tous les pays européens et anglophones comparables (OCDE))

Augmentation annuelle des dépenses publiques requises au chapitre de l'éducation de la petite enfance pour que le Canada atteigne la moyenne de l'OCDE : **3-4 milliards \$**

Pourcentage moyen du budget d'une province ou d'un territoire consacré à l'éducation de la petite enfance : **1,53** (au Québec, 4,67 pour cent, soit le taux le plus élevé)

L'expérience québécoise : pour chaque dollar qu'investit le Québec dans son système relatif à la petite enfance, il récupère **1,05 \$** et Ottawa reçoit 44 cents (Source: Fortin, P., Godbout, L., & St-Cerny, S. (2011). Economic consequences of Quebec's educational childcare policy. [diapositives en PowerPoint]. http://www.oise.utoronto.ca/atkinson/Events/Economic_Forum.html)

Nombre d'années écoulées depuis que la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada a recommandé pour la première fois la création d'un programme national de garde d'enfants : **43**

Salaire annuel moyen au Canada du personnel qualifié, détenant un diplôme de niveau postsecondaire, travaillant à plein temps dans le domaine des services de garde, en 2012 : **32 175 \$**

Salaire annuel moyen au Canada des chauffeurs de services de messagerie, de livraison ou de transport : **33 600 \$**

Sauf indication contraire, les statistiques proviennent des sources suivantes : Statistique Canada, Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC), Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance (CSRHSGE), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Fédération canadienne des services de garde à l'enfance (FCSGE), www.childcarecanada.org, et organisations provinciales et territoriales de services de garde, d'abord compilées pour CBC News et affichées sur leur site National website July 29, 2013.